

## **Palestine : une paix supposée**

jeudi 11 octobre 2007, par [AMAYREH Khaled](#) (Date de rédaction antérieure : 5 octobre 2007).

**Chaque jour voit diminuer les chances que quoi que ce soit de positif sorte du prochain sommet de novembre sur la Palestine, écrit Khalid Amayreh depuis Ramallah.**

Le président de l'Autorité Palestinienne Mahmoud Abbas a en privé menacé de démissionner si la prochaine conférence internationale commanditée par les américains dans Annapolis, au Maryland, se terminait par un échec. Selon des sources venant du cercle rapproché d'Abbas, le chef palestinien s'inquiète de plus en plus qu'un fiasco lors de la conférence si fortement annoncée ne mine sa crédibilité auprès des Palestiniens, y compris des membres de son propre parti, le Fatah.

La menace d'Abbas de démissionner a été largement diffusée, bien qu'il soit difficile de savoir si elle est réelle ou s'il ne s'agit que d'un bluff pour signaler à Washington et à Tel Aviv que l'Autorité Palestinienne [AP] s'est lassée de la tactique d'Israël consistant à freiner en permanence comme du refus américain d'exercer la moindre pression significative sur Israël pour mettre un terme à l'occupation vieille de 40 ans de la Cisjordanie, de la bande de Gaza et de Jérusalem-est.

Abbas s'inquiète également du possible échec de la conférence pour la paix, comme beaucoup de monde le pronostique, car l'administration Bush ne sera plus en mesure d'exercer n'importe quel genre de pression sur Israël. Avec les élections de 2008 juste au coin de la rue, Bush ne sera plus qu'un canard boiteux.

En attendant des informations officieuses venant de Washington laissent supposer que l'administration américaine peut repousser la conférence pour la paix à fin novembre ou même à décembre afin d'essayer de donner plus de temps à Abbas et à Olmert pour aplanir leurs divergences. Si c'est le cas, ce retard peut tout aussi bien mener à l'annulation pure et simple de la conférence si Olmert et Abbas ne font pas de progrès à l'occasion de leurs entretiens.

Les responsables palestiniens et israéliens ont échoué jusqu'ici à définir un cadre conceptuel commun pour n'importe quel éventuel accord de paix entre les deux parties.

Ce possible report encouragerait les réserves exprimées récemment au Moyen-Orient, en particulier par les dirigeants égyptiens et saoudiens selon qui la prochaine conférence manque de la préparation nécessaire à un possible succès.

Abbas et Olmert, ainsi que leurs équipes respectives de négociateurs devaient se retrouver à Jérusalem ouest mercredi [3 octobre] pour une nouvelle tentative d'aboutir à une déclaration de principes, ou même à un document commun qui pourrait être publié avant la conférence d'Annapolis. Pourtant il y a de sérieuses divergences qui se transforment dans certains cas en contradictions entre les deux parties quant à ce que la déclaration commune pourrait contenir.

Abbas insiste que le sur le fait qu'Israël et l'AP doivent trouver « un accord général » ou « une concordance » sur les questions « centrales » qui conditionnent le conflit israélo-palestinien. Ces questions comprennent la fin de l'occupation qui a commencé en 1967, le démantèlement des colonies juives, le statut de Jérusalem-est et la situation difficile dans laquelle vivent cinq millions de

Palestiniens réfugiés.

Olmert a une idée différente de ce qui doit être fait à ce stade. Selon des sources israéliennes, le premier ministre israélien exerce des pressions sur l'AP pour que celle-ci signe une déclaration « d'intentions » plutôt que « de principes ».

L'analyste politique palestinien Hani Al-Masri propose une explication concernant les divergences. « Une déclaration d'intentions est non contraignante, générale et vague. Olmert ne veut pas se compromettre à n'importe quoi de concret en ce qui concerne la fin de l'occupation. C'est pourquoi je crois que les Palestiniens devraient se tenir à l'écart de cette conférence. »

Un souci se renforce, poursuit Al-Masri, c'est qu'Israël ligué avec l'administration Bush, tente de changer les références légales sur lesquelles l'intégralité du processus de paix a été basé.

« Jusqu'à récemment chacun parlait des résolutions 242 et 338 des Nations Unies comme base pour le processus de paix. Maintenant, il semble que la vision du président Bush de deux états vivant côte à côte est devenue la référence principale.

« Ce serait un désastre pour la cause palestinienne. Cela signifie qu'Israël pourrait conserver de grandes parties de la Cisjordanie occupée, y compris Jérusalem-est, » a encore déclaré Al Masri à Al Ahram weekly.

Il n'est pas non plus très clair que l'AP insiste sur une nouvelle déclaration de principes alors que les deux parties sont censées être liées par les accords d'Oslo. Les intellectuels et analystes Palestiniens sont critiques vis-à-vis d'Abbas qui paraît un jouet dans les mains israéliennes en acceptant des pré-négociations qui selon eux affaibliront la position palestinienne vis-à-vis des questions à la base du conflit.

Pour leur part, les officiels israéliens avaient invité les états Arabes à ne pas être plus Palestiniens que les Palestiniens. La ministre israélienne des affaires étrangères Tzipi Livni, lors d'une visite à New York cette semaine, s'est plaint que la position de certains états Arabes encourageait les Palestiniens et empêchait la paix. Livni a invité la direction de l'AP à être « réaliste », suggérant que les demandes palestiniennes d'un retrait israélien total des territoires occupés conformément aux résolutions des Nations Unies ne pouvaient être un point de départ.

S'adressant à l'assemblée générale des Nations Unies cette semaine Livni a parlé de deux états, la Palestine pour les Palestiniens et Israël pour les juifs, ce que certains observateurs ont interprété comme une porte ouverte vers la possibilité d'une expulsion d'Israël de ses 1,5 million de citoyens palestiniens.

Cette semaine le journal israélien Maariv a signalé qu'Olmert avait déjà obtenu d'Abbas une reconnaissance de principe d'Israël comme « état pour les juifs ». Des officiels palestiniens se sont troublés une fois confrontés à cette question, insistant sur le fait que la reconnaissance d'Israël comme état juif n'impliquait aucune discrimination envers l'importante minorité palestinienne vivant en Israël.

Tout en exprimant leur souhait d'une paix définitive, durable et juste avec Israël, les responsables de l'AP restent pessimistes quant aux perspectives de conclusion d'un tel accord dans un délai rapproché.

« C'est biaisé de parler de lacunes et de points de divergences entre le côté israélien et le côté palestinien. Nous n'avons aucun accord sur les questions de base, ainsi il est hasardeux de parler de compléter des lacunes, » a déclaré le négociateur palestinien en chef Saeb Ureikat.

Ureikat croit que toute vraie percée dans les entretiens avec Israël exigera « une forte intervention américaine », et ceci paraît plus éloigné que jamais.

Tandis qu'Abbas et ses aides insistent sur le fait que n'importe quel accord de paix avec Israël doit inclure la création d'un état palestinien sur 100% de la Cisjordanie, Olmert insiste sur le fait que les orientations pour une déclaration de principes doivent inclure la lettre de garanties adressée par George Bush à Sharon le 4 avril 2004 aussi bien que la feuille de route.

Bush s'engageait à ce que dans le contexte d'un accord de paix définitif avec les Palestiniens, Israël ait le droit de conserver les principaux « centres de population juive » en Cisjordanie, une claire référence aux colonies juives établies sur la terre arabe occupée.

Les Palestiniens et les Arabes considèrent cet engagement, tout à fait en contradiction avec le droit international, comme la mise en évidence de la polarisation américaine grandissante en faveur d'Israël.

---

## **P.-S.**

\*5 octobre 2007 - Al Ahram weekly - Vous pouvez consulter cet article à :

<http://weekly.ahram.org.eg/2007/865..>

[Traduction : Claude Zurbach - Info-Palestine.net]